



Pour trouver les études économiques produites par les Services économiques de RBC, consultez le site Web à l'adresse <http://www.rbc.com/economie/index.html>

La morosité commence à s'estomper

Les surprises agréables que nous a réservées l'économie ont permis d'aiguiser l'appétit des investisseurs pour le risque dès les premiers jours de 2012, grâce à une explosion de rapports en provenance des États-Unis plus solides que prévu. Même ailleurs qu'aux États-Unis, les rapports ont été plus satisfaisants que ne l'attendaient les marchés, sauf dans la zone euro, où l'économie continue de s'essouffler. Les indices des surprises économiques de RBC portent sur des données applicables aux États-Unis, à la zone euro, au Royaume-Uni, au Japon, au Canada et à l'Australie (voir le graphique à la page 9). Il est important de mentionner que les données ont confirmé le raffermissement du marché américain du travail. En effet, 212 000 emplois ont été créés dans le secteur privé en décembre et le taux de chômage a chuté plus bas que jamais depuis février 2009. Cette amélioration, dont témoignent des rapports indiquant un renforcement de l'activité dans les secteurs de la fabrication et des services, est conforme à notre opinion selon laquelle le regain de croissance au second semestre de 2011 persistera en 2012.

Durant la première semaine de négociations non écourtée, le marché boursier mondial a presque gagné un point de pourcentage tandis que les prix des marchandises, selon l'indice des contrats à terme CRB, a grimpé de 2 %. Les taux des obligations d'État à 10 ans ont évolué en dents de scie tout en demeurant près de leurs plus faibles niveaux historiques. Les probabilités que les banques centrales maintiennent une politique ultra-stimulante et que de nouveaux assouplissements aient lieu dans certains pays contribueront à maintenir la faiblesse des taux des obligations d'État tout au long de 2012. Par conséquent, le bas niveau des taux d'intérêt favorisera la consommation et les investissements des entreprises, de sorte que les taux de croissance globaux devraient être plus élevés cette année qu'en 2011 partout sauf dans la zone euro. En Europe, la croissance sera contenue par les contraintes budgétaires, bien que nous nous attendions à ce que le repli soit peu marqué et de courte durée. Cette constatation s'appuie sur notre hypothèse selon laquelle les décideurs politiques feront suffisamment d'efforts pour régler la crise de la dette, tout en maintenant une politique monétaire assez incitative pour atténuer certaines des pressions à la baisse s'exerçant sur l'économie dans le contexte actuel.

L'économie canadienne a repris son souffle au quatrième trimestre.

Les nouvelles économiques sur le Canada ont dénoté plus d'instabilité qu'aux États-Unis récemment. Les données sur la main-d'œuvre ont révélé une perte de 55 000 emplois au dernier trimestre de 2011, ce qui a porté le taux de chômage à 7,5 %, contre 7,1 % en septembre. Ce ralentissement du marché du travail est conforme au fléchissement de l'économie en octobre, après des gains solides pendant quatre mois. La stagnation du PIB réel en octobre n'a pas effacé la solide croissance affichée durant les mois précédents et la production était toujours supérieure de 2,7 % à celle d'octobre 2010. Selon les données applicables aux derniers mois de 2011, l'activité s'est légèrement redressée grâce à la vigueur des mises en chantier et des ventes de maisons, et à la hausse de la production d'automobiles. Nous maintenons notre prévision de 2,0 % pour la croissance du PIB au quatrième trimestre, après un gain inhabituel de 3,5 % au troisième trimestre.

Le raffermissement de l'activité aux États-Unis, la faiblesse des taux d'intérêt et l'amélioration progressive des marchés mondiaux des capitaux entraîneront sans doute le maintien en 2012 du rythme de croissance moyen observé au second semestre de 2011. Selon l'*Enquête sur les perspectives des entreprises* de la Banque du Canada, 37 % des répondants prévoient que l'activité des entreprises augmentera. De plus, bien que 41 % prévoient un ralentissement de la croissance des ventes, celui-ci fera suite à une période prolongée de gains rapides. Un nombre grandissant d'entreprises ont fait part de leur intention d'embaucher de nouveaux travailleurs, tandis que les répondants qui envisagent d'accroître leurs investissements dans les machines et le matériel sont 21 % plus nombreux que ceux qui songent à les réduire. Comme les investissements des entreprises représentent l'une des principales composantes de nos prévisions à l'égard de la croissance en 2012, les résultats de l'enquête augmentent notre conviction que la croissance sera soutenue au début de 2012.

La Banque demeure en alerte rouge

La Banque continuera de s'efforcer d'atténuer les répercussions des événements externes sur l'économie canadienne. C'est là le message transmis en décembre, alors que les décideurs politiques ont reconnu que l'économie du Canada comme celle des États-Unis se comportaient mieux que prévu. Toutefois, ils ont accordé une aussi grande importance aux risques que présente l'Europe pour les perspectives, sous la forme de turbulences sur les marchés des capitaux et de fléchissement des échanges commerciaux. L'économie canadienne a terminé l'année 2011 sur une note moins robuste, ce qui signifie que la Banque sera davantage sur ses gardes lorsqu'elle évaluera les répercussions des événements à l'échelle mondiale sur les perspectives de croissance. La perspective du maintien par la Réserve fédérale du taux des fonds fédéraux dans une fourchette de 0 % à 0,25 % après la fin de la prochaine année pour s'assurer que l'économie demeure sur la voie de la croissance accélérée permettra à la Banque de prendre son temps avant de supprimer la politique monétaire considérablement incitative en place, surtout dans un contexte de stabilité de l'inflation au pays. L'annulation des mesures de soutien budgétaires en 2012 et en 2013 donnera à la Banque des raisons supplémentaires de procéder lentement au retrait de sa politique monétaire incitative. Conformément aux modifications que nous avons apportées à nos prévisions à l'égard des fonds fédéraux, nous avons réduit l'ampleur du resserrement que la Banque du Canada devrait effectuer en 2012 et en 2013. D'après nos prévisions révisées, le taux au jour le jour s'établira sans doute à 1,25 % et à 2,0 %, respectivement, à la fin de 2012 et de 2013.

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royale du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières. © Marque déposée de la Banque Royale du Canada © Banque Royale du Canada.